

Commission paritaire des établissements et des services de santé

Convention collective de travail du 11 décembre 2023 modifiant la convention collective de travail du 11 octobre 2021 concernant les procédures relatives à l'introduction d'une nouvelle classification sectorielle de fonctions et au rapportage à l'asbl IFIC

Article 1.

§1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services mentionnés ci-dessous qui sont agréés et/ou subventionnés par la région wallonne :

- les maisons de repos pour personnes âgées, les maisons de repos et de soins, les centres de soins de jour, les résidences-services, les centres d'accueil de jour, les centres de court séjour pour personnes âgées ;
- les maisons de soins psychiatriques ;
- les initiatives d'habitation protégée ;
- les centres de rééducation fonctionnelle, y compris les équipes d'accompagnement multidisciplinaire de soins palliatifs

§2. Dans le cadre de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre :

- par « employeur » : la personne physique ou morale qui, en vertu de la loi, peut représenter et engager une institution (établissement ou service de santé) et qui emploie des travailleurs relevant du champ d'application de la présente convention.
- par « travailleur » : le personnel salarié masculin et féminin.
- par « sous-secteur » : les établissements et services repris sous chaque alinéa du présent article en son §1^{er}.
- par « date E », la date charnière à partir de laquelle l'employeur doit communiquer individuellement à chaque travailleur son attribution de fonction de référence sectorielle et la simulation salariale individuelle relative à cette attribution de fonction. La date E est fixée au 01/03/2023. A partir de cette date charnière, l'employeur dispose d'un délai de 7 jours calendrier maximum pour communiquer leur attribution de fonction et leur simulation salariale aux travailleurs concernés.

§3. La présente convention collective de travail ne s'applique

- ni aux médecins
- ni au personnel de direction, tel que défini à l'art.4, 4^o de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales.

Font toutefois exception à cette règle les membres du personnel de direction dont la totalité ou une partie du temps de travail contractuel peut être couvert par une ou plusieurs fonctions de référence sectorielles IFIC, telle(s) que visée(s) par la convention collective de travail du 28 septembre 2016 déterminant les fonctions de référence sectorielles et la classification sectorielle de fonctions. Dans ce cas, l'attribution d'une ou plusieurs fonctions de référence sectorielles est possible, et le membre du personnel de direction concerné peut opter pour le barème IFIC auquel cette attribution lui donne droit, conformément aux modalités prévues par la présente convention collective du travail.

Cette exception pour les membres du personnel de direction s'applique uniquement à l'attribution d'une ou plusieurs fonctions de référence sectorielles IFIC, et ne s'applique donc pas dans le cas de l'attribution d'une ou plusieurs fonctions manquantes.

Des données relatives au personnel de direction pourront néanmoins être collectées dans le cadre du rapportage salarial obligatoire, et ce en vue de disposer de données utiles pour soutenir les réflexions relatives à l'intégration des fonctions de direction à la classification de fonctions sectorielle dans le futur.

§4. La présente convention collective de travail s'applique au personnel étudiant.

§5. La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui entrent en service à partir de la date E. Les travailleurs qui entrent en service à partir de la date E reçoivent directement une fonction de référence sectorielle telle que reprise à l'annexe 1re de la convention collective de travail du 28 septembre 2016 « déterminant les fonctions de référence sectorielles et la classification sectorielle de fonctions » (numéro d'enregistrement 135642/CO/330), et ne sont pas concernés par les procédures telles que reprises dans la présente convention collective de travail.

§6. Une décision de fin de contrat préalable à la date E exclut le travailleur du champ d'application de la présente convention collective de travail, à condition qu'il ne soit plus en service à la date E.

Article 2.

Le paragraphe 9 de l'article 26 de la convention collective de travail du 11 octobre 2021 concernant les procédures relatives à l'introduction d'une nouvelle classification sectorielle de fonctions et au rapportage à l'asbl IFIC (n° d'enregistrement 174488) est modifié comme suit :

§9. La décision de la commission de recours externe est communiquée par écrit au travailleur et à son employeur au plus tard le 31/3/2024. La décision de la commission de recours externe est motivée. Le travailleur dispose alors d'un délai de 7 jours pour notifier à l'employeur son choix entre le maintien de ses conditions de rémunération actuelles et le barème IFIC. Le travailleur qui n'a pas communiqué son choix dans ce délai conserve ses conditions salariales existantes, en ce compris les augmentations futures convenues, et n'ouvre pas de droit au barème IFIC.

Article 3.

Les annexes suivantes de la convention collective de travail du 11 octobre 2021 concernant les procédures relatives à l'introduction d'une nouvelle classification sectorielle de fonctions et au rapportage à l'asbl IFIC (n° d'enregistrement 174488) sont modifiées comme suit :

- l'annexe 2 de la convention collective travail du 11 octobre 2021 susmentionnée est remplacée par l'annexe 1 de la présente convention collective de travail;
- l'annexe 3 de la convention collective travail du 11 octobre 2021 susmentionnée est remplacée par l'annexe 2 de la présente convention collective de travail.

Article 4.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 11 décembre 2023 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle prévoit les mêmes modalités de dénonciation que la convention collective de travail du 11 octobre 2021 concernant les procédures relatives à l'introduction d'une nouvelle classification sectorielle de fonctions et au rapportage à l'asbl IFIC (n° d'enregistrement 174488) qu'elle modifie.

ANNEXES

Annexe 1 : Aperçu schématique du timing pour les institutions AVEC un organe de concertation paritaire interne (CE/CPPT/DS)

Annexe 2 : Aperçu schématique du timing pour les institutions AVEC un organe de concertation paritaire interne (CE/CPPT/DS)

Annexe 1 : Aperçu schématique du timing pour les institutions AVEC un organe de concertation paritaire interne (CE/CPPT/DS)

Date	To do
Au plus tard le 15/11/21	<ul style="list-style-type: none"> Désignation du responsable-processus par l'employeur
Entre le 15/11/2021 et le 17/12/21	<ul style="list-style-type: none"> Formation des responsables-processus par l'asbl IFIC
Au plus tard pour le 01/12/21	<ul style="list-style-type: none"> Communication du nom du responsable-processus à l'organe de concertation paritaire interne (CE/CPPT/DS) Composition commission d'accompagnement / commission de recours interne
Au plus tard à partir du 20/12/2021, et jusqu'au 21/02/22	<ul style="list-style-type: none"> Préparation responsable-processus + information aux membres commission d'accompagnement (liste de personnel, organigramme, descriptions de fonctions)
Au plus tard pour le 17/01/22	<ul style="list-style-type: none"> Communication générale aux travailleurs
Entre le 10/01/2022 et le 18/02/2022	<ul style="list-style-type: none"> Sessions de formation « classification de fonctions » membres commissions d'accompagnement (et recours interne)
Entre le 21/02/2022 et le 18/03/22	<ul style="list-style-type: none"> Sessions de formations « rapportage »
Entre le 21/02/22 et le 11/04/2022	<ul style="list-style-type: none"> Discussion des attributions en commission d'accompagnement
Au plus tard pour le 18/04/22	<ul style="list-style-type: none"> Rapportage à l'IFIC (attribution + données salariales) Communication des attributions décidées par l'employeur à la commission d'accompagnement
Au plus tard pour le 18/04/22	<ul style="list-style-type: none"> Communication attribution en commission d'accompagnement
Entre le 07/11/2022 et le 23/12/2022	<ul style="list-style-type: none"> Sessions de formation « classification de fonctions » membres commissions de recours interne
Au plus tard le 20/02/2023 (1 semaine avant la date E)	<ul style="list-style-type: none"> Communication attribution définitive en commission d'accompagnement, avant communication au travailleur
01/03/2023	<ul style="list-style-type: none"> Date E
Entre le 01/03/2023 et le 08/03/2023 (date E + 7 jours)	<ul style="list-style-type: none"> Communication au travailleur de l'attribution de fonction et de la simulation salariale individuelle associée
Au plus tard pour le 05/04/2023	<ul style="list-style-type: none"> Choix barémique Si recours interne : introduction du dossier (et suspension du choix barémique pendant la durée de traitement du recours)
Au plus tard pour le 22/06/2023	<ul style="list-style-type: none"> Communication de la décision du recours interne au travailleur, dans les 2,5 mois qui suivent l'introduction du recours
Au plus tard pour le 07/07/2023	<ul style="list-style-type: none"> Dès le résultat du recours interne : choix barémique ou choix d'introduire un recours externe (15 jours)
Au plus tard pour le 31/03/2024	<ul style="list-style-type: none"> Date limite pour traitement et communication de l'attribution définitive à l'issue du recours externe + choix barémique (7 jours à dater de la réception de la décision de la commission de recours externe)

Annexe 2 : Aperçu schématique du timing pour les institutions SANS organe de concertation paritaire interne (CE/CPPT/DS)

Date	To do
Au plus tard pour le 15/11/21	<ul style="list-style-type: none"> • Désignation du responsable-processus par l'employeur
Entre le 15/11/2021 et le 17/12/21	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des responsables-processus et des employeurs par l'asbl IFIC
Au plus tard pour le 01/12/2021	<ul style="list-style-type: none"> • Composition par la CP 330 des commissions d'accompagnement sectorielles
Au plus tard entre le 20/12/21 et le 21/02/22	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation responsable-processus + le cas échéant information aux membres commission d'accompagnement sectorielle (liste de personnel, organigramme, descriptions de fonctions)
Au plus tard pour le 17/01/22	<ul style="list-style-type: none"> • Communication générale aux travailleurs
Au plus tard pour le 31/01/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Le cas échéant : notification par l'employeur de son intention de faire appel aux services de la commission d'accompagnement sectorielle (+ communications coordonnées de contact du responsable-processus)
Entre le 21/02/2022 et le 18/03/22	<ul style="list-style-type: none"> • Sessions de formations « rapportage »
Entre le 21/02/22 et le 11/04/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Discussion des attributions en commission d'accompagnement sectorielle
Au plus tard pour le 18/04/22	<ul style="list-style-type: none"> • Rapportage à l'IFIC (attribution + données salariales)
Au plus tard pour le 01/12/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Composition par la CP 330 des commissions de recours sectorielles
01/03/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Date E
Entre le 01/03/2023 et le 08/03/2023 (Date E + 7 jours)	<ul style="list-style-type: none"> • Communication au travailleur de l'attribution de fonction et de la simulation salariale individuelle associée
Au plus tard pour le 05/04/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Choix barémique • Si recours sectoriel : introduction du dossier (et suspension du choix barémique pendant la durée de traitement du recours)
Au plus tard pour le 15/06/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Communication de la décision d'attribution au travailleur à la suite du recours sectoriel
Au plus tard pour le 07/07/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Dès le résultat du recours sectoriel : • Choix barémique ou choix d'introduire un recours externe (15 jours)
Au plus tard pour le 31/03/2024	<ul style="list-style-type: none"> • Date limite pour traitement et communication de l'attribution définitive à l'issue du recours externe + choix barémique (7 jours à dater de la réception de la décision de la commission de recours externe)

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2023 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2021 betreffende de procedures voor de invoering van een nieuwe sectorale functieclassificatie en voor de rapportering aan de vzw IFIC

Artikel 1. - Toepassingsgebied

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de gezondheidsinrichtingen en -diensten (PC 330 – overgehevelde sectoren) hieronder vermeld die erkend en/of gesubsidieerd worden door het Waalse gewest:

- De rusthuizen voor bejaarden, de rust-en verzorgingstehuizen, de assistentiewoningen, de dagverzorgingscentra, de centra voor dagopvang, de centra voor kortverblijf voor bejaarden;
- De psychiatrische verzorgingstehuizen;
- De initiatieven van beschut wonen;
- De revalidatiecentra, met inbegrip van de multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging.

§ 2. In het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst, verstaat men:

- Onder "werkgever": de natuurlijke of rechtspersoon die krachtens de wet een instelling (gezondheidsinrichting of -dienst) kan vertegenwoordigen en verbinden en die werknemers in dienst heeft die binnen het toepassingsgebied van deze overeenkomst vallen;
- Onder "werknemer": het loontrekkend mannelijk en vrouwelijk personeel;
- Onder "subsector": de inrichtingen en diensten die onder elk lid van dit artikel in paragraaf 1 staan
- Onder "Datum E": de kerndatum vanaf wanneer de werkgever aan elke werknemer individueel zijn sectorale referentiefunctietoewijzing en de bij deze functietoewijzing behorende individuele salarissimulatie moet meedelen. De datum E is vastgelegd op 01/03/2023. Vanaf deze kerndatum beschikt de werkgever over een termijn van maximum 7 kalenderdagen om hun functietoewijzing en salarissimulatie aan de betrokken werknemers mee te delen.

§ 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op:

- Artsen;
- Leidinggevend personeel zoals bedoeld in art. 4, 4^e van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen.

De leden van het directiepersoneel waarvan de volledige contractuele arbeidstijd gedekt kan worden door één of meerdere sectorale IFIC-referentiefuncties, zoals beoogd in de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 september 2016 tot het bepalen van sectorale referentiefuncties en een sectorale functieclassificatie, vormen echter een uitzondering op deze regel. In dit geval is het mogelijk één of meerdere sectorale referentiefuncties toe te wijzen, en kan het betreffende lid van het directiepersoneel kiezen voor het IFIC-barema waarop deze toewijzing hem recht geeft, conform de modaliteiten voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze uitzondering voor de leden van het directiepersoneel is enkel van toepassing op de toewijzing van één of meerdere sectorale IFIC-referentiefuncties, en is dus niet van toepassing in het geval van een toewijzing van één of meerdere ontbrekende functies.

De gegevens met betrekking tot het directiepersoneel kunnen echter verzameld worden in het kader van de verplichte loonrapportering, en dit met het oog erop te beschikken over de nodige gegevens om het

denkwerk wat betreft de integratie van de directiefuncties in de sectorale functieclassificatie in de toekomst te ondersteunen.
§4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op werknemers verbonden met een arbeidsovereenkomst voor studenten.”
§5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op werknemers die in dienst treden vanaf datum E. Werknemers die in dienst treden vanaf datum E, krijgen onmiddellijk een sectorale referentiefunctie toegewezen zoals opgenomen in bijlage 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 september 2016 "tot het bepalen van sectorale referentiefuncties en een sectorale functieclassificatie" (registratienummer 135642/CO/330) en zijn uitgesloten van de procedures zoals beschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst.
§6. Een besluit tot beëindiging van de arbeidsovereenkomst voorafgaand aan datum E, sluit de werknemer uit van het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst, op voorwaarde dat deze niet meer in dienst zal zijn op datum E.
Artikel 2.
Paragraaf 9 van artikel 26 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2021 betreffende de procedures voor de invoering van een nieuwe sectorale functieclassificatie en voor de rapportering aan de vzw IFIC (registratienummer 174488) wordt als volgt gewijzigd:
<i>§9 De beslissing van de beroepscommissie wordt uiterlijk op 31/3/2024 schriftelijk aan de werknemer en zijn werkgever meegedeeld. De beslissing van de externe beroepscommissie wordt gemotiveerd. De medewerker heeft vervolgens 7 dagen de tijd om zijn keuze tussen handhaving van zijn huidige salarisvoorwaarden en de IFIC-barema aan de werkgever kenbaar te maken. Werknemers die hun keuze niet binnen deze termijn aan de werkgever kenbaar hebben gemaakt, behouden hun huidige salarisvoorwaarden, inclusief eventuele toekomstige overeengekomen verhogingen, en hebben geen recht op de IFIC-barema.</i>
Artikel 3.
De volgende bijlagen aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2021 betreffende de procedures voor de invoering van een nieuwe sectorale functieclassificatie en voor de rapportering aan de vzw IFIC (registratienummer 174488) worden als volgt gewijzigd:
<ul style="list-style-type: none"> - bijlage 2 van de bovenvermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2021 wordt vervangen door de bijlage 1 van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst; - bijlage 3 van de bovenvermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2021 wordt vervangen door de bijlage 2 van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst
Artikel 4.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 11 december 2023 en is gesloten voor onbepaalde duur.
Deze voorziet in dezelfde opzeggingsmodaliteiten als de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2021 betreffende de procedures voor de invoering van een nieuwe sectorale functieclassificatie en voor de

rapportering aan de vzw IFIC (registratienummer 174488), die ze wijzigt.

BIJLAGEN

Bijlage 1: Schematisch overzicht van de timing voor de instellingen MET een intern paritair overlegorgaan (OR/CPBW/SD)

Bijlage 2: Schematisch overzicht van de timing voor de instellingen ZONDER een intern paritair overlegorgaan (OR/CPBW/SD)

Bijlage 1: Schematisch overzicht van de timing voor de instellingen MET een intern paritair overlegorgaan (OR/CPBW/SD)

Datum	To do
Uiterlijk 15/11/21	<ul style="list-style-type: none"> • Aanduiding van de procesverantwoordelijke door de werkgever
Tussen 15/11/2021 en 17/12/21	<ul style="list-style-type: none"> • Opleiding van de procesverantwoordelijken door de vzw IFIC
Uiterlijk 01/12/21	<ul style="list-style-type: none"> • Mededeling van de naam van de procesverantwoordelijke aan het intern paritair overlegorgaan (OR/CPBW/SD) • Samenstelling van de begeleidingscommissie en de interne beroepscommissie
Uiterlijk vanaf 20/12/2021, en tot 21/02/22	<ul style="list-style-type: none"> • Voorbereiding procesverantwoordelijke + informeren van de leden van de begeleidingscommissie (personeelslijst, organigram, functiebeschrijvingen)
Uiterlijk 17/01/22	<ul style="list-style-type: none"> • Algemene communicatie aan de werknemers
Tussen 10/01/2022 en 18/02/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Opleidingssessies "functieclassificatie" aan de leden van de begeleidingscommissie (en interne beroepscommissie)
Tussen 21/02/2022 en 18/03/22	<ul style="list-style-type: none"> • Opleidingssessies « rapportering »
Tussen 21/02/22 en 11/04/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Bespreking van de toewijzingen in de begeleidingscommissie
Uiterlijk 18/04/22	<ul style="list-style-type: none"> • Rapportering aan IFIC (toewijzing + loongegevens) • Communicatie van de toewijzingen beslist door de werkgever aan de begeleidingscommissie
Uiterlijk 18/04/22	<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie van de toewijzingen in de begeleidingscommissie
Tussen 07/11/2022 en 23/12/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Opleidingssessies "functieclassificatie" aan de leden van de interne beroepscommissie
Uiterlijk 20/02/2023 (1 week voor datum E)	<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie van de definitieve toewijzing in de begeleidingscommissie, voor communicatie aan de werknemer
01/03/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Datum E
Tussen 01/03/2023 ^{en} 08/03/2023 (datum E + 7 dagen)	<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie aan de werknemer van de functietoewijzing en de gelinkte individuele loonsimulatie
Uiterlijk 05/04/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Baremakeuze

	<ul style="list-style-type: none"> • Indien intern beroep : indienen van het dossier (en opschorting van de baremakeuze tijdens de duur van de behandeling van het beroep)
Uiterlijk 22/06/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie van de beslissing van het intern beroep aan de werknemer, in de 2,5 maanden die volgen op de indiening van het dossier
Uiterlijk 07/07/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Vanaf het resultaat van het intern beroep: baremakeuze of keuze om extern beroep in te dienen (15 dagen)
Uiterlijk 31/03/2024	Deadline voor de behandeling en de communicatie van de definitieve toewijzing na afloop van het extern beroep + baremakeuze (7 dagen vanaf ontvangst van de beslissing van de externe beroepscommissie)

Bijlage 2 : Schematisch overzicht van de timing voor de instellingen ZONDER een intern paritair overlegorgaan (OR/CPBW/SD)	
Datum	To do
Uiterlijk 15/11/21	<ul style="list-style-type: none"> • Aanduiding van de procesverantwoordelijke door de werkgever
Tussen 15/11/2021 en 17/12/21	<ul style="list-style-type: none"> • Opleiding van de procesverantwoordelijken door de vzw IFIC
Uiterlijk 01/12/21	<ul style="list-style-type: none"> • Samenstelling door het PC 330 van de sectorale begeleidingscommissies
Uiterlijk vanaf 20/12/2021, en tot 21/02/22	<ul style="list-style-type: none"> • Voorbereiding procesverantwoordelijke + in voorkomend geval informeren van de leden van de sectorale begeleidingscommissie (personeelslijst, organigram, functiebeschrijvingen)
Uiterlijk 17/01/22	<ul style="list-style-type: none"> • Algemene communicatie aan de werknemers
Uiterlijk 31/01/2022	<ul style="list-style-type: none"> • In voorkomend geval: bekendmaking door de werkgever van zijn intentie om gebruik te maken van de diensten van de sectorale begeleidingscommissie (+ gecoördineerde communicatie van de contactgegevens van de procesverantwoordelijke)
Tussen 21/02/2022 en 18/03/22	<ul style="list-style-type: none"> • Opleidingssessies « rapportering »
Tussen 21/02/22 en 11/04/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Bespreking van de toewijzingen in de sectorale begeleidingscommissie
Uiterlijk 18/04/22	<ul style="list-style-type: none"> • Rapportering aan IFIC (toewijzing + loongegevens)
Uiterlijk 01/12/2022	<ul style="list-style-type: none"> • Samenstelling door het PC 330 van de sectorale beroepscommissies
01/03/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Datum E
Tussen 01/03/2023 ^{en} 08/03/2023 (datum E + 7 dagen)	<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie aan de werknemer van de functietoewijzing en de gelinkte individuele loonsimulatie
Uiterlijk 05/04/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Baremakeuze • Indien sectoraal beroep: indienen van het dossier (en opschorting van de baremakeuze tijdens de duur van de behandeling van het beroep)
Uiterlijk 15/06/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie van de beslissing van toewijzing aan de werknemer naar aanleiding van het sectoraal beroep
Uiterlijk 07/07/2023	<ul style="list-style-type: none"> • Vanaf het resultaat van het sectoraal beroep: baremakeuze of keuze om extern beroep in te dienen (15 dagen)

Uiterlijk 31/03/2024	Deadline voor de behandeling en de communicatie van de definitieve toewijzing na afloop van het extern beroep + baremakeuze (7 dagen vanaf ontvangst van de beslissing van de externe beroepscommissie)
----------------------	---